

CONTROLES AUX ABORDS DU PAYS DE NOEL !

Le marché de Noël est devenu pour une journée un pays, entouré d'une frontière, dans lequel on ne peut entrer qu'en étant muni d'un titre de séjour. Des contrôles internes ont lieu également. Les personnes dont le titre de séjour est expiré sont priées de renouveler leur titre de séjour.

Aujourd'hui en France (et en Europe), la situation est identique et même bien pire. Les frontières aux abords de l'Europe sont gardées par une agence appelée FRONTEX, équipée d'avions, d'armes, et de milliers d'hommes. L'obtention d'un titre de séjour est un véritable parcours du combattant-e. Selon les cas, il faut parfois prouver son amour, sa volonté d'intégration, son attachement à la France, ou apporter des preuves écrites de persécution dans son pays d'origine pour le cas de réfugié-e-s. Souvent des choses non-mesurables ou impossibles à obtenir. Le renouvellement du titre de séjour, loin d'être une formalité administrative, se conclue régulièrement par plus de 10h d'attente devant la préfecture de son département.

Pour celles et ceux n'ayant pas de titre de séjour, ou dont le titre de séjour est expiré (appelé-e-s personnes sans-papiers ou clandestins, chose que vous avez peut-être été dans le pays de Noël), ils-elles risquent tout simplement d'être **arrêté-e-s** (placé-e-s en garde à vue dans un premier temps), **enfermé-e-s** (jusqu'à 45 jours depuis les lois Besson, un nombre illimité de fois), **expulsé-e-s** dans leur pays d'origine, et d'être **interdit-e-s de pénétrer en Europe** pour une durée de 5 ans.

Une véritable chasse aux personnes sans-papiers est actuellement orchestrée en Europe. Ces dernier-e-s doivent se cacher pour éviter toutes ces sanctions cumulées. Les politiques (gouvernement, partis, élus...), les administrations (mairies, police, universités, écoles...), le secteur privé (entreprises en tout genre, boîtes d'intérim...), l'armée (gendarmerie) et la justice travaillent ensemble (via la délation, l'échange de données ou de bons procédés) pour mener à bien cette chasse, dont les procédés bafoient en toute impunité la plupart des droits fondamentaux de l'être humain (enfermement d'enfants et/ou d'innocent-e-s, liberté de circulation, droit d'asile, droit au logement, etc.) Seuls quelques associations, groupes, ou collectifs luttent pour le respect des droits fondamentaux de l'être humain, pour la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, la liberté de circulation ET d'installation, la fermeture des centres de rétention (prison pour personnes sans-papiers), l'ouverture des frontières, l'arrêt des contrôles au faciès, la mise en place d'un vrai droit d'asile, le droit au logement pour tou-te-s, l'arrêt des expulsions. Des familles vivent dehors en hiver, d'autres se cachent dans des conditions inhumaines, des personnes préfèrent se suicider plutôt que d'être expulsées... la situation a assez duré !

Dites NON à la politique migratoire inhumaine de l'Europe !

CONTROLES AUX ABORDS DU PAYS DE NOEL !

Le marché de Noël est devenu pour une journée un pays, entouré d'une frontière, dans lequel on ne peut entrer qu'en étant muni d'un titre de séjour. Des contrôles internes ont lieu également. Les personnes dont le titre de séjour est expiré sont priées de renouveler leur titre de séjour.

Aujourd'hui en France (et en Europe), la situation est identique et même bien pire. Les frontières aux abords de l'Europe sont gardées par une agence appelée FRONTEX, équipée d'avions, d'armes, et de milliers d'hommes. L'obtention d'un titre de séjour est un véritable parcours du combattant-e. Selon les cas, il faut parfois prouver son amour, sa volonté d'intégration, son attachement à la France, ou apporter des preuves écrites de persécution dans son pays d'origine pour le cas de réfugié-e-s. Souvent des choses non-mesurables ou impossibles à obtenir. Le renouvellement du titre de séjour, loin d'être une formalité administrative, se conclue régulièrement par plus de 10h d'attente devant la préfecture de son département.

Pour celles et ceux n'ayant pas de titre de séjour, ou dont le titre de séjour est expiré (appelé-e-s personnes sans-papiers ou clandestins, chose que vous avez peut-être été dans le pays de Noël), ils-elles risquent tout simplement d'être **arrêté-e-s** (placé-e-s en garde à vue dans un premier temps), **enfermé-e-s** (jusqu'à 45 jours depuis les lois Besson, un nombre illimité de fois), **expulsé-e-s** dans leur pays d'origine, et d'être **interdit-e-s de pénétrer en Europe** pour une durée de 5 ans.

Une véritable chasse aux personnes sans-papiers est actuellement orchestrée en Europe. Ces dernier-e-s doivent se cacher pour éviter toutes ces sanctions cumulées. Les politiques (gouvernement, partis, élus...), les administrations (mairies, police, universités, écoles...), le secteur privé (entreprises en tout genre, boîtes d'intérim...), l'armée (gendarmerie) et la justice travaillent ensemble (via la délation, l'échange de données ou de bons procédés) pour mener à bien cette chasse, dont les procédés bafoient en toute impunité la plupart des droits fondamentaux de l'être humain (enfermement d'enfants et/ou d'innocent-e-s, liberté de circulation, droit d'asile, droit au logement, etc.) Seuls quelques associations, groupes, ou collectifs luttent pour le respect des droits fondamentaux de l'être humain, pour la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, la liberté de circulation ET d'installation, la fermeture des centres de rétention (prison pour personnes sans-papiers), l'ouverture des frontières, l'arrêt des contrôles au faciès, la mise en place d'un vrai droit d'asile, le droit au logement pour tou-te-s, l'arrêt des expulsions. Des familles vivent dehors en hiver, d'autres se cachent dans des conditions inhumaines, des personnes préfèrent se suicider plutôt que d'être expulsées... la situation a assez duré !

Dites NON à la politique migratoire inhumaine de l'Europe !